

La fin de l'année 1-7
pour les ensei-
gnants à statut
précaire

SPÉCIAL prÉCLAIRE

La fin de l'année pour les enseignants à statut précaire

Avec le retour du beau temps, on commence à se préparer à la fin de l'année scolaire. Pour les enseignants à statut précaire, la fin de l'année vient avec son lot de questions et de décisions à prendre, surtout dans le contexte actuel. Je vais tenter de vous donner les informations de base pour les sujets les plus populaires de la fin de l'année. Prenez note que le but de la présente est de vous informer de manière générale. N'hésitez surtout pas à nous joindre si vous avez besoin de plus d'informations, et nous aurons le plaisir de vous aider.

Au moment d'écrire ces lignes, je n'ai pas d'information me laissant croire que les dates prévues au contrat de travail seront modifiées (LPE, séances d'affectation, etc.). Je vous conseille tout de même de rester informés puisque l'information change rapidement.

1. Qu'est-ce qu'il faut pour pouvoir être inscrit à la liste de priorité d'emploi (LPE)?

Pour le secteur des jeunes : préscolaire, primaire et secondaire ([clause 5-1.14 de l'entente locale](#))* :

Il y a trois portes d'entrée pour l'inscription à la LPE (toujours sous réserve d'obtenir aussi des évaluations positives**):

- 1) La CSVDC peut vous inscrire si vous avez effectué 180 jours de travail sous contrat (les contrats à la leçon pour de l'enseignement à domicile ne sont pas considérés) et que vous avez eu un contrat durant l'année en cours et une des deux dernières années scolaires.
- 2) La CSVDC vous inscrit** si vous avez effectué 180 jours de travail sous contrat (les contrats à la leçon pour de l'enseignement à domicile ne sont pas considérés) et que vous avez eu un contrat durant l'année en cours et deux des trois dernières années scolaires.
- 3) La CSVDC vous inscrit** si vous avez eu un contrat durant l'année en cours et trois des quatre dernières années scolaires.

Par le passé, la CSVDC a accepté de s'entendre avec le SEHY afin d'inscrire à la LPE des enseignants qui auraient effectué 180 jours de travail ou plus sous contrat, mais qui



ont dû quitter à cause d'un retrait préventif ou d'un congé de maternité. Si vous êtes dans cette situation, je vous conseille de me joindre sans tarder afin de pouvoir évaluer votre situation.

**Soyez vigilant;, à la suite d'une entente intervenue entre le SEHY et la CSVDC, la clause 5-1.14 a été modifiée pour les chapitres traitant de la « Confection et mise à jour de la liste de priorité d'emploi » (5-1.14 1.) et de la procédure lors d'une « nouvelle inscription sur la liste de priorité d'emploi » (5-1.14 2.), afin de reconnaître certains contrats effectués alors que l'enseignant est non légalement qualifié.*

*** Sachez que l'entente locale prévoit que l'absence d'évaluation équivaut à une évaluation positive.*

À noter : Nous sommes en attente d'un retour de la CSVDC quant à l'inscription d'enseignants dont le processus d'évaluation n'a pas pu être complété à cause de la fermeture des écoles.

Pour le secteur de l'éducation des adultes (EDA) et de la formation professionnelle (FP) :

- 1) Pour l'EDA (clause 11-2.09 6. 1) de l'entente locale) : La LPE est mise à jour le 1^{er} juillet de chaque année. La CSVDC inscrit le nom de l'enseignant, qu'elle décide de rappeler, et qui a effectué 720 heures d'enseignement, sous contrat à temps partiel ou à taux horaire, au cours de deux années scolaires (l'année en cours et une des deux dernières années). L'enseignement doit avoir été offert pour des cours de formation générale dans le cadre de cours financés par le ministère de l'Éducation ou par les centres d'emploi locaux. Le nom de l'enseignant est inscrit dans la spécialité, ou sous-spécialité, pour laquelle il a accumulé le plus d'heures d'enseignement.
- 2) Pour la FP (clause 13-2.10 6. 1) de l'entente locale) : La LPE est mise à jour le 1^{er} juillet de chaque année. La CSVDC inscrit le nom de l'enseignant, qu'elle décide de rappeler, et qui a effectué 720 heures d'enseignement, sous contrat à temps partiel ou à taux horaire, au cours de deux années scolaires (l'année en cours et une des deux dernières années). L'enseignement doit avoir été offert pour des cours de FP dans le cadre de cours financés par le ministère de l'Éducation ou par les centres d'emploi locaux. Le nom de l'enseignant est inscrit dans la spécialité, ou sous-spécialité, pour laquelle il a accumulé le plus d'heures d'enseignement.

2. Quand est-ce que la LPE sera disponible et que faire s'il y a une erreur?

Pour le secteur des jeunes : préscolaire, primaire et secondaire (clause 5-1.14 de l'entente locale) :

L'entente locale (clause 5-1.14 1. E) prévoit que le projet de LPE doit être affiché dans les écoles au plus tard le 20 juin de chaque année. Par la suite, le SEHY et les membres disposent de dix jours afin de faire des représentations en cas d'erreurs. Par la suite, il faut procéder par grief, un processus beaucoup plus long.

Lors de l'affichage du projet de LPE, je vous conseille de vous assurer que vous

êtes bien inscrit et que votre date d'entrée ainsi que votre ancienneté sont conformes. En cas de doute, je vous conseille de vous informer à la CSVDC, soit auprès de M^{me} Suzanne Leclaire (leclaires@csvdc.qc.ca) pour le primaire ou auprès de M^{me} Marisol Tinchon (tinchonm@csvdc.qc.ca) pour l'adaptation scolaire et le secondaire. Vous pourrez m'ajouter en copie conforme (visible ou non) de votre courriel (sophieveilleux@sehy.qc.ca).

Pour le secteur de l'éducation des adultes (EDA) et de la formation professionnelle (FP) (clause 11-2.09 6. 2) et 13-2.10 6. 2) de l'entente locale) :

Le ou vers le 15 août de chaque année, la commission scolaire transmet une copie de LPE au Syndicat. Par la suite, le SEHY dispose de dix jours afin de faire des représentations en cas d'erreurs. Par la suite, il faut procéder par grief, un processus beaucoup plus long.

Lorsque vous recevrez la LPE, je vous conseille de vous assurer que vous êtes bien inscrit et que votre spécialité, ou sous-spécialité, ainsi que le nombre d'heures sont bons. En cas de doute, je vous conseille de vous informer à la CSVDC, auprès de M^{me} Marisol Tinchon (tinchonm@csvdc.qc.ca). Vous pourrez également ajouter un enseignant libéré du SEHY en copie conforme.

3. La demande d'assurance-emploi (AE)

Vous ne pouvez pas remplir votre demande de prestation d'AE avant la fin de votre période d'emploi. Vous devez donc attendre, minimalement, au lendemain de votre dernière journée de travail. **Sachez que les enseignants qui choisissent une tâche (contrat) lors de la séance d'affectation du mois de juillet ne sont pas admissibles à des prestations d'AE.**

Le traitement des demandes d'AE se fait au cas par cas. Cependant, voici les liens afin d'obtenir des informations au sujet :

- 1) De l'admissibilité : <https://www.canada.ca/fr/services/prestations/ae/assurance-emploi-reguliere/admissibilite.html>;
- 2) De la demande : <https://www.canada.ca/fr/services/prestations/ae/assurance-emploi-reguliere/demande.html>;
- 3) Du montant des prestations : <https://www.canada.ca/fr/services/prestations/ae/assurance-emploi-reguliere/montant-prestation.html>;
- 4) De l'après demande de prestations : <https://www.canada.ca/fr/services/prestations/ae/assurance-emploi-reguliere/apres-demande.html>.

À ce sujet, c'est la CSVDC qui fait l'envoi électronique des relevés d'emploi. Vous recevrez un courriel, à cet effet, à la fin de l'année scolaire.

4. Les séances d'affectation (secteur des jeunes)

Il semble que, cet été encore, il y aura deux séances d'affectation. Une première séance aura lieu le 7 juillet 2020 alors que l'autre aura lieu le 17 août 2020. **Restez informés au cas où il y aurait un changement de dates.**

- 1) La séance du 7 juillet 2020 : À cette occasion, la CSVDC offre les contrats à temps plein (postes) et à temps partiel (plus de 80 %) qui sont connus. Les enseignants inscrits à la LPE recevront la liste des contrats offerts, **par courriel, avant le 3 juillet 2019 (clause 5-1.14 3. A) de l'entente locale**. Comme mentionné précédemment, les enseignants qui choisissent un contrat lors de cette séance ne sont pas admissibles à recevoir des prestations d'AE. Les enseignants qui choisissent un contrat à temps partiel, lors de la séance du mois de juillet, ne pourront pas changer de choix lors de la séance du mois d'août à moins qu'un contrat à temps plein (poste) soit offert.
- 2) La séance du 17 août 2020 : À cette occasion, la CSVDC offre les contrats à temps plein (postes), à

temps partiel et à la leçon qui sont connus et qui débiteront avant le 1^{er} octobre suivant. Un enseignant peut combiner, au sein d'une même école et d'un même cycle, deux contrats à temps partiel ou à la leçon pour un pourcentage de tâche d'environ 50 %.

3) Considérations particulières :

- a) Le temps partagé : Les enseignants qui ont des contrats à temps partiel pour un temps partagé au primaire (champs 1, 2 et 3) ont la priorité si ces contrats sont renouvelés. Cependant, les titulaires et la direction doivent donner leur accord. Dans le cas où l'on vous refuserait la reconduction d'un contrat à temps partiel, pour du temps partagé, **nous vous conseillons de demander les raisons du refus par écrit à la direction.**
- b) Le remplacement à durée indéterminée : Si vous êtes un enseignant légalement qualifié et que vous acceptez un remplacement, la CSVDC doit vous offrir un contrat à temps partiel après deux mois (de calendrier) d'absence de l'enseignant remplacé (clauses 5-1.11 de l'entente nationale et 5-1.14 4. E) d) de l'entente locale). Par exemple, si vous commencez un remplacement le 7 septembre 2019, cela devient un contrat à temps partiel le 7 novembre 2019. S'il est prédéterminé que l'absence sera de plus de deux mois, il s'agit d'un contrat à temps partiel d'emblée.

5. *Quoi faire si je ne choisis pas de tâche (contrat) à la séance du mois d'août (secteur des jeunes)?*

- 1) La fiche de disponibilité : Si vous ne choisissez pas de contrat, lors de la séance d'affectation du mois d'août, vous devez remplir la fiche de disponibilité prévue à cet effet. Vous devez vous rendre disponible, pour l'obtention d'un contrat à temps partiel ou à la leçon, dans au moins deux écoles, pour l'enseignant du pré-scolaire-primaire, ou dans une école, pour l'enseignant du secondaire. Si vous omettez de remplir la fiche de disponibilité, vous serez considéré comme étant disponible pour l'ensemble du territoire de la CSVDC (primaire **ou** secondaire). Le même principe s'applique si vous redevenez disponible (sans contrat) en cours d'année scolaire. Si vous remplissez ou modifiez votre fiche de disponibilité en cours d'année, celle-ci prend effet au 11^e jour de travail suivant la date de remise.

6. *Les conséquences de ne pas accepter un contrat lors des séances d'affectation ou de sélectionner trop d'écoles sur la fiche de disponibilité ou de sélectionner trop peu d'écoles sur la fiche de disponibilité (secteur des jeunes)*

Il est judicieux de prendre en considération les conséquences de ne pas accepter un contrat lors des séances d'affectation ou de sélectionner trop d'écoles sur la fiche de disponibilité ou de sélectionner trop peu d'écoles sur la fiche de disponibilité.

L'entente nationale (clause 5-2.07) prévoit que l'ancienneté est perdue après 24 mois consécutifs sans contrat. Pour les enseignants du secteur des adultes, la clause 5-2.07 s'applique avec des adaptations que vous retrouverez à la clause 11-7.13 C), pour l'EDA, et à la clause 13-7.13 C), pour la FP.

Aussi, l'entente locale (clauses 5-1.14 4. D) a) et 5-1.14 4. E)) prévoit que l'enseignant est radié de la LPE, notamment pour les deux raisons suivantes :

- Il refuse un contrat (plus de 33,33 % par cycle horaire);

- Il s'écoule plus de 27 mois consécutifs sans contrat.

À la suite de la séance d'affectation du mois d'août, la CSVDC va offrir des contrats en respectant la fiche de disponibilité remise par l'enseignant. Il est donc avantageux de prendre le temps de bien faire son choix et d'éviter les situations problématiques et les mauvaises surprises.

7. Aussi bon à savoir!

- 1) **Pour le secteur des jeunes** : Si vous êtes un enseignant (secteur des jeunes) non légalement qualifié (NLQ) ou que vous avez effectué des contrats alors que vous étiez NLQ :

1.1) La reconnaissance de contrat pour l'inscription à la LPE (clause 5-1.14 modifiée en 2016-2017) : Un enseignant NLQ ne peut pas être inscrit sur la LPE. Aussi, les contrats effectués alors que l'enseignant est NLQ ne comptent pas pour le qualifier à l'inscription à la LPE (voir : **1. Qu'est-ce qu'il faut pour pouvoir être inscrits à la liste de priorité d'emploi (LPE)**). Toutefois, dans les cas où un enseignant a obtenu un ou des contrats d'engagement avant sa qualification légale, il sera également tenu compte, afin de déterminer la date d'entrée à la LPE, des contrats consécutifs précédant immédiatement la période de référence, obtenus jusqu'à deux (2) années scolaires avant l'obtention de la qualification légale de l'enseignant.

Voici trois exemples d'application afin de déterminer la date d'entrée à la LPE lorsque l'enseignant a effectué des contrats alors qu'il était NLQ.

- a) Pour un enseignant qui obtiendra son brevet en avril 2019 :

Contrat	Année scolaire	Début	Fin	Pourcentage de contrat*	Nombre de jours pour l'inscription à la liste
1	2016-2017	2017-04-24	2017-06-29	50 %	0
2	2017-2018	2018-04-24	2018-06-29	100 %	0
3	2018-2019	2019-04-24	2019-06-29	100 %	54
4	2019-2020	2020-08-24	2020-06-29	100 %	200

- Les contrats 1 et 2 ne comptent pas pour accumuler les 180 jours afin d'être admissible à l'inscription à la liste de priorité.
- Les contrats 3 et 4 comptent pour les 180 jours puisque l'enseignant reçoit sa qualification légale en cours de contrat ou avant.
- L'enseignant pourrait être inscrit à la liste au 30 juin 2020.
- Sa date d'entrée (la date qui détermine le rang sur la liste de priorité) serait le 2017-04-24.

- b) Pour un enseignant qui obtiendra son brevet en avril 2019 :

Contrat	Année scolaire	Début	Fin	Pourcentage de contrat*	Nombre de jours pour l'inscription à la liste
1	2016-2017	2017-04-24	2017-06-29	50 %	0
	2017-2018	-	-	-	-
2	2018-2019	2019-04-24	2019-06-29	100 %	54
3	2019-2020	2019-08-24	2020-06-29	100 %	200

* Pas pour de l'enseignement à domicile.

- Le contrat 1 ne compte pas pour accumuler les 180 jours afin d'être éligible à l'inscription à la liste de priorité.
- Les contrats 2 et 3 comptent pour les 180 jours puisque l'enseignant reçoit sa qualification légale en cours de contrat ou avant.
- L'enseignant pourrait être inscrit à la liste au 30 juin 2020.
- Sa date d'entrée (la date qui détermine le rang sur la liste de priorité) serait le 2019-04-24.
- Pour la date d'entrée, on ne tient pas compte du contrat à la leçon du 2017-04-24, puisqu'il n'y a pas eu de contrat durant l'année scolaire 2017-2018.

c) Pour un enseignant qui obtiendra son brevet en avril 2019 :

Con- trat	Année scolaire	Début	Fin	Pourcentage de contrat*	Nombre de jours pour l'inscription à la liste
	2016-2017	-	-	-	-
1	2017-2018	2018-04-	2018-06-	50 %	0
2	2018-2019	2019-04-	2019-06-	100 %	54
3	2019-2020	2019-08-	2020-06-	100 %	200

* Pas pour de l'enseignement à domicile.

- Le contrat 1 ne compte pas pour accumuler les 180 jours afin d'être admissible à l'inscription à la liste de priorité.
- Les contrats 2 et 3 comptent pour les 180 jours puisque l'enseignant reçoit sa qualification légale en cours de contrat ou avant.
- L'enseignant pourrait être inscrit à la liste au 30 juin 2020.
Sa date d'entrée (la date qui détermine le rang sur la liste de priorité) serait le 2018-04-24.

1.2. Les remplacements pour les enseignants NLQ:

La loi sur l'instruction publique ([article 23 de la LIP](#)) ne permet pas à une commission scolaire ou à un centre de services scolaires d'offrir un contrat à temps partiel à un enseignant NLQ. Cependant, elle pourra le faire si elle fait la demande d'une tolérance d'engagement ([article 25 de la LIP](#)). Pour obtenir une tolérance d'engagement, la CSVDC devra, notamment, déclarer qu'aucun enseignant légalement qualifié n'était disponible afin de faire la tâche qui est offerte. Une fois la tolérance d'engagement accordée, la CSVDC pourra vous octroyer un contrat à temps partiel en toute légalité. Puisqu'il semble que la demande d'une tolérance d'engagement n'est pas un automatisme, nous vous conseillons de vous informer auprès de la CSVDC, en ajoutant un représentant du SEHY en copie conforme si vous le souhaitez, afin de vous assurer que vous pourrez obtenir le contrat à temps partiel auquel vous avez droit.

Pour le secteur des adultes :

- a) **L'ancienneté** se perd après 24 mois consécutifs sans contrat à temps partiel **sauf** si l'enseignant est engagé à taux horaire pour un minimum de 50 périodes (50 à 60 minutes), à l'exception de la suppléance occasionnelle, pour chaque année scolaire suivant l'expiration de son dernier contrat à temps partiel (clauses 11-7.13 C) 2) et 13-7-13 C) 2) de l'entente nationale).
- b) Les enseignants inscrits à la LPE doivent informer, par écrit, leur direction de leur choix de lieu de travail (CRIF et/ou CBM) pour l'année suivante, et ce, avant le 15 juin de chaque année. À défaut de faire un choix, l'enseignant est réputé disponible pour travailler dans tous les centres (clauses 11-2.09 4. a) et 13-2.10 4. a) de l'entente locale).
- c) Un enseignant est radié de la LPE, notamment :
 - S'il s'écoule 27 mois consécutifs sans qu'il soit rappelé au travail;
 - S'il refuse un contrat à temps partiel (ou l'équivalent pour l'enseignant à taux horaire), à moins d'entente avec la CSVDC.

Je termine en vous conseillant de ne pas laisser vos interrogations sans réponses, vous risqueriez de le regretter! En cas de doute, informez-vous auprès de la CSVDC (ou de votre direction) et auprès du SEHY. Privilégiez les traces écrites et conservez-les précieusement. Si la réponse de la CSVDC diffère de celle du SEHY, n'hésitez pas à nous le faire savoir.

Je vous souhaite une excellente fin d'année!

Sophie Veilleux, présidente

Pour nous joindre

Présidente—Sophie Veilleux : sophieveilleux@sehy.qc.ca

Premier vice-président et trésorier - Martin Laboissonnière : martinlaboissonniere@sehy.qc.ca

Représentant des enseignants du secondaire et trésorier par intérim - Luc Laboissonnière : luclaboissonniere@sehy.qc.ca

Le Secrétariat : de 8 h 45 à 16 h 15 (fermé de 12 h 30 à 13 h 30 les lundis et vendredis)



Téléphone: 450-375-3521

Télécopieur: 450-375-0407

NOUVEAU Site Web

du SEHY : www.sehy.qc.ca

Suivez-nous sur Facebook!



Vous pouvez nous faire parvenir vos questions et vos commentaires à marieevepicard@sehy.qc.ca.

Correction et mise en page par Marie-Ève Picard



Soyez à l'affût de toutes les nouveautés sur le site du SEHY!